



Les périmètres de reboisement dans les Alpes du Sud

Annick Douguedroit

► To cite this version:

Annick Douguedroit. Les périmètres de reboisement dans les Alpes du Sud. *Revue forestière française*, 1980, 32 (S), pp.37-46. <10.4267/2042/21479>. <hal-03397289>

HAL Id: hal-03397289

<https://hal.science/hal-03397289v1>

Submitted on 22 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Les périmètres de reboisement dans les Alpes du Sud

Depuis un siècle, les Alpes du Sud ont été le domaine d'importants reboisements qui ont profondément modifié certains de leurs paysages. Nous n'envisagerons ici que l'œuvre volontaire des hommes qui ont substitué à des versants couverts de broussailles, genistaies, buxaies ou pelouses écorchées, des pentes nappées de centaines, voire parfois de milliers d'hectares de forêts d'un seul tenant. Des bassins entiers de torrents ont ainsi été modifiés par l'action de l'administration des Eaux et Forêts pour lutter contre le déboisement jugé être à l'origine des débordements catastrophiques des torrents alpins. Cette œuvre immense a nécessité une élaboration de méthodes et la mise en place de moyens légaux et financiers échelonnés sur plusieurs décennies précédant une réalisation qui se continue encore de nos jours.

L'IMPORTANCE DES PÉRIMÈTRES DE REBOISEMENT DANS LES ALPES DU SUD

Dans les trois départements des Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes et Alpes-Maritimes, 165 000 ha sur un total de 1 700 000 constituent l'emprise actuelle des surfaces de « restauration des terrains en montagne ».

Objectifs et moyens des périmètres de reboisement

Les périmètres de reboisement ont été créés à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, pour

supprimer les désastres causés par les torrents alpins, inondations, laves de boue etc. Au cours des siècles précédents, s'était forgée la certitude que cette activité destructrice avait pour origine le déboisement. En conséquence, le reboisement devait la faire disparaître ou du moins la réduire à des normes acceptables.

Des observations et déductions furent les seuls fondements du livre de Surrell sur les torrents des Hautes-Alpes qui, en 1841, fit passer cette opinion dans le domaine du grand public. De graves inondations dans les Alpes en 1856 et 1859 ne furent pas pour rien dans le vote de la loi de 1860 sur le reboisement en montagne, premier moyen donné à l'administration des Eaux et Forêts pour appliquer ses idées à une certaine échelle, en dépit de moyens financiers réduits. Elle permet d'abord d'installer, là où il n'existait pas encore, un service spécial. Les travaux entrepris en application de cette loi étaient déclarés d'utilité publique, rendant obligatoires des travaux de correction des torrents et le reboisement ou, dans certains cas, le gazonnement conformément à une loi parue en 1864. Ces deux textes furent présentés comme des moyens de réaliser des essais. Les perspectives ouvertes par le second pour l'extension des pelouses furent très vite abandonnées au profit du seul reboisement.

Cette législation fut le point de départ des célèbres aménagements des Alpes du Sud : Riou-Bourdoux en Ubaye, Labouret dans les Préalpes de Digne, haut Verdon etc. Ces premières

tentatives furent menées localement avec le plein accord de la Direction nationale des Eaux et Forêts. C'est elle qui en 1875 mit au concours entre ses agents la rédaction d'un livre sur ce sujet. Prosper Demontzey, ingénieur à Digne, obtint le premier prix avec son « Étude sur les travaux de reboisement et gazonnement des montagnes » publiée en 1878 par le ministère de l'Agriculture puis rééditée en 1882 sous le nom de « Traité ». Voilà le manuel le plus connu, mais non le premier ni le seul, rassemblant les méthodes déjà mises au point, expliquées dans tous leurs détails techniques et même leurs coûts à une époque où l'inflation était inconnue.

Tout était prêt pour la promulgation de la loi de 1882 sur la restauration des terrains en montagne. Elle stipula la création généralisée de périmètres de reboisement et fut accompagnée de moyens financiers importants. Ainsi fut créé le cadre légal, immédiatement utilisé, à l'épanouissement d'un mouvement qui avait pris son élan dans les décennies précédentes.

L'importance des périmètres de reboisement

L'établissement des périmètres de reboisement nécessitait un travail de préparation considérable et long, même mené comme il le fut par des forestiers passionnés. L'opération se décompose en plusieurs étapes. Le « périmètre », défini sur le terrain, est constitué par la zone de défense englobant les parties actives des torrents du bassin-versant d'une rivière principale : périmètres de l'Ubaye, du Verdon Supérieur, du Var-Coulomp etc. Son tracé présente une allure très irrégulière englobant des îlots de taille variable. Les étapes ultérieures comprennent la déclaration d'utilité publique et l'achat des terrains. Ce n'est qu'à ce stade que peuvent

commencer l'exécution des travaux de correction des torrents puis de reboisement.

Un dossier de périmètre pour la déclaration d'utilité publique supposait la transcription sur cartes à courbes de niveau des zones délimitées sur le terrain, et la détermination, grâce au cadastre et à des enquêtes, de l'occupation du sol et de l'importance des troupeaux qui allaient être exclus des pâturages par la mise en défens. S'y ajoutait le montant des dépenses à engager pour les travaux de correction et de reboisement, ce qui impliquait une étude préalable complète du projet.

L'exécution de la loi de 1882 prit ainsi de longs délais. Les premiers périmètres furent créés au bout de dix ans dans les Alpes-Maritimes, grâce à l'action énergique d'un ingénieur particulièrement dynamique, l'inspecteur Hallauer. La plupart n'ont été définis qu'au début de ce siècle, voire pendant la Première Guerre mondiale. La complexité du travail jointe à l'importance des surfaces concernées justifie amplement ces délais (tableau 1) : plus de 10 % de la surface totale des départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes, portés à près de 18 % dans le premier après révision en application de la loi de 1913 sur « le maintien et la production des terrains et la régularisation du régime des eaux ». Cette dernière loi autorisait les achats hors périmètres et permettait de procéder à leur reboisement.

La proportion de terrain périmétré est de moitié plus faible dans les Alpes-Maritimes que dans les départements voisins en application d'une directive nationale ordonnant de ménager la population rattachée à la France en 1860. Un déséquilibre y existe d'ailleurs entre la vallée du Var supérieure, française depuis longtemps, avec près de 7 000 ha concernés (17 % de la surface) et le reste du département.

Tableau 1. — *Les périmètres de reboisement dans les Alpes du Sud*

Département	Surface totale	Périmètres (1) loi de 1882		Périmètres (2) loi de 1913	
Alpes de Haute-Provence	695 000 ha	75 960 ha	10,9 %	123 800 ha	17,8 %
Hautes-Alpes	553 400 ha	71 600 ha	12,9 %	—	—
Alpes-Maritimes	429 800 ha	19 800 ha	4,6 %	19 800 ha	4,6 %

Sources : (1) Service d'Aménagement régional forestier.

(2) Services Restauration des terrains en montagne.

Estimation des surfaces reboisées

Il est très difficile de connaître avec précision la surface des reboisements effectifs, et surtout de distinguer ce qui est naturel ou planté par l'Homme. Le cadastre donne une estimation globale de l'accroissement des forêts depuis un siècle (tableau 2).

Seul le recours aux « Comptes cadastraux » des Eaux et Forêts puis de l'Office national des Forêts permet de faire le point sur les reboisements effectués par cette administration, non

sans une marge d'incertitude d'ailleurs. L'addition des surfaces plantées chaque année donne un chiffre par excès, à cause des échecs. D'où l'existence de « regarnis » et la nécessaire précaution de faire périodiquement le point des surfaces effectivement reboisées. Ces estimations de l'O.N.F. laissent de côté les reboisements exécutés depuis la dernière guerre avec l'aide du Fonds forestier national. Leur surface est relativement minime dans les Alpes du Sud, mais il ne faut pas déduire hâtivement que les surfaces non plantées par les Eaux et Forêts se sont toutes naturellement reboisées.

Tableau 2. — *Accroissement des forêts depuis un siècle*
(en hectares)

Départements	Surface totale	Bois en 1878		Bois en 1965		Différence
Alpes de Haute-Provence	695 000 ha	123 100 ha	17,7 ‰	223 400 ha	32,15 ‰	+ 100 300 ha
Hautes-Alpes	553 400 ha	94 000 ha	17 ‰	134 000 ha	24,2 ‰	+ 40 000 ha
Alpes-Maritimes . .	429 800 ha	90 200 ha	21 ‰	151 700 ha	35,3 ‰	+ 61 500 ha
Total	1 678 200 ha	307 300 ha	18,3 ‰	509 100 ha	30,3 ‰	+ 201 800 ha

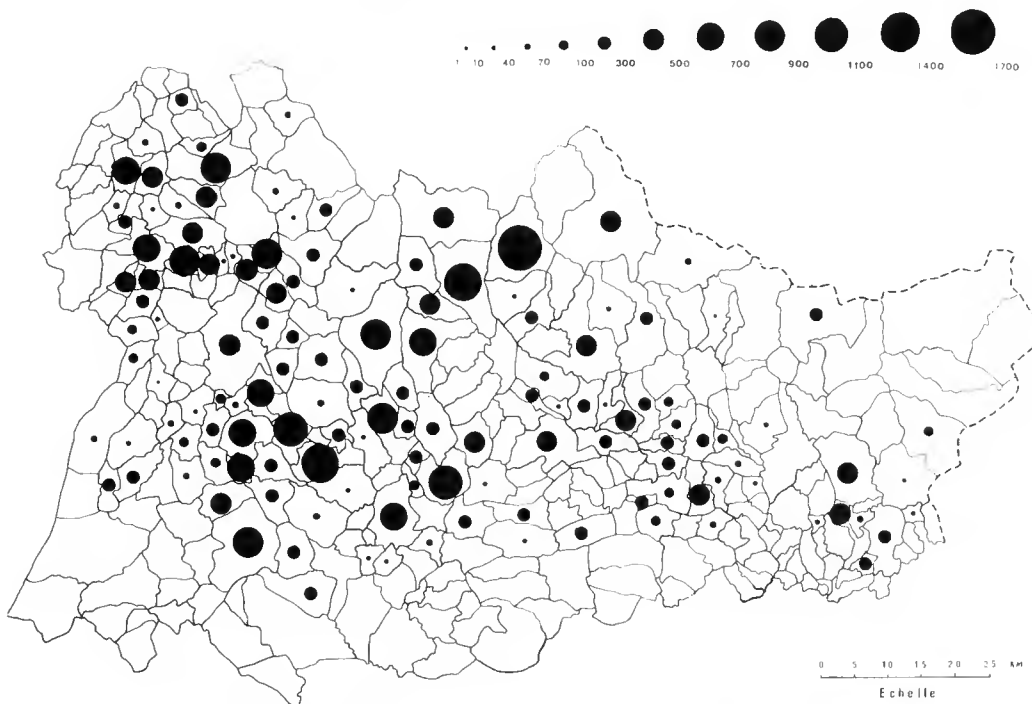
D'après les statistiques agricoles.

Tableau 3. — *Les reboisements exécutés par l'administration des Eaux et Forêts*
(situation en novembre 1967, en hectares)

		Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Total
Acquisitions	Dans les périmètres	50 198	34 473	5 338	90 009
	Hors périmètres	37 716	20 606	14 503	72 825
	Total	87 914	55 079	19 841	162 834
Situation des terrains acquis	Boisés naturellement	15 982	4 407	2 923	23 312
	Reboisés	30 236	14 279	6 322	50 837
	A reboiser	18 206	4 428	5 934	28 568
	Non susceptibles d'être reboisés	23 490	31 965	4 662	60 117
	Total	87 914	55 079	19 841	162 834

Source : Service d'Aménagement régional forestier.

**LES REBOISEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS
(jusqu'en 1967) (en hectares)**



*Planche 18 extraite de « Les paysages forestiers de Haute-Provence et des Alpes-Maritimes »,
A. Douguedroit (cf. bibliographie)*

Le tableau 3 indique la situation actuelle, à peu de chose près car, pour des raisons d'homogénéité des chiffres, nous avons dû nous en tenir à une vue d'ensemble datant de novembre 1967. Près de 51 000 ha ont ainsi été reboisés dans les trois départements. Ce simple chiffre permet de mesurer l'ampleur du travail accompli.

Des modifications notables ont été ainsi introduites dans le paysage, surtout dans les cas de reboisements en massifs continus. Alors qu'un bon nombre de communes n'ont pas été touchées par les travaux des Eaux et Forêts (presque quatre sur dix dans les Hautes-Alpes), la plupart possèdent moins de 200 ha effective-

ment reboisés. Mais pour certaines les chiffres atteignent plusieurs centaines d'hectares, voire mille (Entraunes = 1605, Barrême = 1227, Seyne = 1206, Colmars = 1132, etc.). Les sections amont des bassins ou des versants entiers sont alors couvertes d'une forêt remarquable par une homogénéité, en espèce et en âge, d'autant plus frappante qu'elle est souvent composée d'arbres inconnus à l'état naturel : les Pins noirs d'Autriche.

Les reboisements en montagne ont été exécutés avec un nombre d'espèces réduit. Le Mélèze a été quasi uniformément utilisé dans les hautes vallées. On ne connaissait pas clairement à l'époque le problème posé par sa régénération

Tableau 4. — Surfaces des forêts de Pin noir

	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Total
Pin noir d'Autriche	39 158 ha	12 000 ha	2 600 ha	53 758 ha

Source : Service d'Aménagement régional forestier (1967).

limitée aux espaces vides. En moyenne montagne, les Pins furent choisis de préférence au Chêne, plus fragile dans sa jeunesse. Pour P. Demontzey, ils ne constituaient que des essences transitoires destinées à disparaître lorsque les feuillus pourraient pousser à leur ombre. Les qualités du Pin noir bien adapté aux terrains nus calcaires et donnant un bois considéré à l'époque comme meilleur que le Pin sylvestre le firent beaucoup plus utiliser que ce dernier. Après avoir été découvert un peu par hasard au cours d'un voyage dans les Alpes Styriennes, il fut introduit en France vers 1860. Le succès des premiers essais justifia ce choix. Il fut également employé par les particuliers, ce qui explique la place qu'il tient actuellement dans le paysage, (tableau 4) surtout dans les Alpes de Haute-Provence où Demontzey l'avait introduit. La liberté du choix des espèces de reboisement laissée à chaque conservation des Eaux et Forêts a joué un rôle au moins aussi important dans les différences entre les départements que les conditions physiques locales.

L'ampleur des projets de périmètres et des réalisations qui s'ensuivirent est à la mesure de la conviction acquise, les siècles précédents, qu'un immense déboisement récent expliquait l'intensité de l'érosion active sur les pentes des montagnes des Alpes du Sud.

L'ÉCLOSION ET LE DÉVELOPPEMENT DU PROJET DE REBOISEMENT DES ALPES DU SUD

Ces reboisements constituent l'aboutissement d'une campagne de longue haleine en faveur du reboisement. Une fois acquise la certitude qu'un déboisement récent des Alpes du Sud était le responsable de l'érosion et des catastrophes naturelles de l'époque moderne, une conclusion logique s'imposait : le reboisement devait interrompre l'action des torrents. Restait donc à obtenir les conditions indispensables à la réalisation d'un tel projet. Le déroulement pluriséculaire d'une telle campagne se fit en plusieurs étapes.

Premières mesures contre le déboisement aux XIII^e et XIV^e siècles

Au XIII^e siècle et au début du XIV^e, la population des Alpes du Sud atteint un chiffre qu'elle ne retrouvera que plusieurs siècles plus tard. Aussi le paysage portait-il déjà les marques d'un déboisement lié aux activités de com-

munautés rurales importantes dont la principale ressource était l'élevage.

Trois types de bois sont connus à cette époque-là. Il existe encore quelques forêts épaisses, refuges des bêtes sauvages. Mais la plupart des bois ont été touchés par les défrichements. Certains ont reçu le statut de défens, d'appartenance royale, noble ou communale, qui les protège, en principe, de toute forme d'exploitation. Ils jouxtent ou font partie de la terre gaste, qui "survivance des anciens bois, (elle) ne se présentait pas comme une étendue vide d'arbres" (1). C'est le troisième type de bois. La terre gaste servait en principe de pâturage aux seules communautés, grâce à des droits d'usages strictement personnels et liés à l'habitation. De fait, elle était l'enjeu de l'exploitation commerciale des troupeaux indigènes et autres.

Dès cette époque, la facilité des échanges avec Marseille poussait à l'accroissement des troupeaux des habitants et des transhumants, sans limite autre que l'augmentation de la redevance. D'après l'enquête de 1345 ordonnée par les maîtres nationaux d'Aix, l'intrusion des bêtes étrangères apparaît déjà comme un mal si général qu'il est rappelé alors le lien entre droit de pâturage et habitation dans une commune. Les troupeaux représentent une menace pour les pâturages surchargés et pour les bois qui en tenaient souvent lieu ou procuraient de la nourriture pour l'hiver (effeuillage). En même temps les artisans utilisent les arbres comme seul combustible tandis que les marchands de bois, parfois des nobles comme le Comte de Beuil, se servent des forêts comme d'une matière première gratuite.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, de trouver dans la toponymie des indications permettant de croire les grands traits des paysages des Alpes du Sud fixés dès cette époque. Tous les noms de lieux-dits liés aux cimes dénudées (chau), à la pierre ou aux terrains pierreux (clap et dérivés), au déboisement (bramafan) et à la plupart des types de forêts (chêne, hêtre, pin ou sapin) dénotent une formation antérieure au Moyen Age ou au Haut Moyen Age. A deux exceptions près, ils correspondent bien au paysage actuel comme à celui du XVIII^e, semble-t-il. Ils situent ainsi que les « défens », les emplacements de bois qui appartenaient sans doute au patrimoine forestier déjà si menacé qu'à la fin du XII^e et au début du siècle suivant, un mouvement de défense s'amorce avec la création des premiers groupements d'intérêts communs de villages. Des

conseillers élus sont chargés, entre autres, de régler l'exploitation des bois. Au même moment sont conçus les premiers statuts forestiers. L'existence même de telles mesures prouve que le déboisement était assez avancé pour provoquer un sursaut des communautés attachés aux arbres comme à toute ressource indispensable à leur vie quotidienne (2).

Les premières plaintes relatives aux torrents

Quelques vieux torrents étaient connus dans les Alpes du Sud. Une recrudescence de leur activité se manifeste à la fin du XV^e siècle. A partir de 1470, Castellane et Guillaumes doivent se défendre contre les crues du Verdon et du Var. Pour notre propos, la catastrophe de Bayons survenue le 24 juillet 1492, présente beaucoup plus d'intérêt. Ce jour là, une vague de 15 à 16 mètres de haut parcourt le torrent local en balayant maisons, écuries et granges sur son passage. Aux commissaires envoyés par la chambre des Comptes d'Aix, les habitants parlent des fortes pluies mais aussi des champs et vignes arrachés sur les flancs des collines. Pour la première fois, le défrichement est associé à une activité torrentielle. Lorsqu'en 1527, le Vaïre, sous-affluent du Var, recouvre de pierres les meilleurs champs du Fugeret et qu'en 1529, le même accident arrive à la plaine d'Annot, les habitants accusent auprès des enquêteurs le « cultivage » des montagnes. Les matériaux arrachés aux pentes labourées sont transportés sur les terrasses des plaines, ensevelissant sous la boue et les blocs les meilleures zones de culture (3).

Pourquoi ces catastrophes, dont le maximum de violence et d'ampleur sera atteint au XVII^e siècle, apparaissent-elles à cette époque ? Comment se fait-il qu'aucune ne se soit produite plus tôt dans un pays déjà déboisé deux siècles auparavant ? Au contraire, elle surviennent alors que les Alpes du Sud sont à peine remises de la terrible crise démographique de la seconde moitié du XIV^e et du début du XV^e siècle. La perte d'un tiers à la moitié des habitants n'est pas encore compensée et les dernières terres abandonnées sont tout juste mises en culture.

Le repeuplement en habitat dispersé s'est accompagné de la liberté du choix des emplacements. Les paysans installent de préférence les cultures sur les pentes ensoleillées, couvertes de jeunes arbres et de broussailles et faciles à défricher. Ils n'ont fait en cela que réoccuper d'anciens champs abandonnés. Dans l'analyse faite par Th. Sclafert de l'enquête

de 1540 sur les localités omises en 1471, il est frappant de constater la fréquence de la mention de terroir « subject à ruynes » dans de multiples communes des Préalpes de Digne et de Castellane. Ces versants n'ont pu être ruinés en quelques décennies par les grands troupeaux connus par l'enquête de 1471, puisque les pâturages communaux insuffisants sont compensés par les terroirs encore inhabités. Ne seraient-ils alors que des héritages du maximum démographique du début du XIV^e déjà accompagné de surpâturage ? Rien dans l'évolution socio-économique des Alpes du Sud ne justifie le déclenchement précis au début du XV^e siècle de phénomènes torrentiels. Il faut chercher dans une autre direction.

Déboisement et variation climatique du « petit âge glaciaire ».

Les trois siècles, du XVI^e au début du XIX^e, passent pour une période de vifs conflits forestiers. Aux mesures locales et répétées de protection des bois succèdent alors des arrêts de portée générale du Parlement de Provence (dès 1555). Leur efficacité semble avoir été réduite et la lutte réelle pour la protection des bois d'un effet limité. A cette époque, la terre gaste devient propriété des communautés, sans contrainte d'exploitation. Les troupeaux étrangers se substituent en grande partie à ceux des habitants, diminuant d'autant l'efficacité des mesures protectrices. Les artisans également se multiplient. Il semble bien que la terre gaste ait fait les frais de cette évolution, perdant par rapport aux siècles précédents un certain nombre d'arbres et de bois.

A la même époque, les crues se multiplient (4). Si on analyse les rapports des enquêtes, même dans les cas cités plus haut, on constate toujours la mention sous une forme quelconque de fortes pluies. Faut-il rappeler qu'une crue suppose une chute d'eau plus importante que la moyenne ? 1550 et 1850 représentent les bornes moyennes habituellement fixées au « petit âge glaciaire », qui s'est traduit par une recrudescence des pluies en Basse-Provence et sans doute dans les montagnes voisines, solidaires du point de vue climatique. La multiplication des inondations a pour origine une variation climatique. Toutes les deux ont perdu intensité et fréquence, en même temps, au XIX^e siècle.

Les champs cultivés sur les pentes des montagnes et ravinés par les averses fournissaient des matériaux qui allaient s'accumuler plus bas. On peut penser que la charge eut été moins

dre en l'absence de labours. Ont-ils également provoqué la crue elle-même, en se substituant à un sol couvert de végétation susceptible de se comporter comme une éponge ? L'expérience montre que des pluies exceptionnelles saturent vite les niveaux supérieurs du sol. Et le taux de boisement actuel, bien supérieur à celui du XVII^e ou du XVIII^e siècle, n'a pas empêché les crues de se développer ces dernières décennies, emportant elles aussi maisons et champs comme le Guil ou l'Ubaye en 1957.

Les catastrophes torrentielles de l'époque moderne ont bien eu pour origine dans les Alpes du Sud un phénomène climatique. Mais la population sensibilisée depuis des siècles à la défense des bois et incapable d'élaborer la synthèse de tous les événements vécus, a accusé les défrichements et le déboisement d'en être la cause principale.

Reconnaissance officielle de la relation déboisement-érosion

Les avis des communautés rapportés par les enquêteurs sont acceptés par le Parlement de Provence, composé en majorité de propriétaires terriens très sensibilisés par leurs difficultés personnelles à la défense des bois. Les États supplient, dès 1606, le roi « *de défendre* », par édit, « *la dépopulation des bois... les défrichemens des terres... seule cause des ravaiges et inondations des eaux qui emporte la graisse et le meilleur de la terre, laquelle par ce moyen devient extérille et sans fruit* » (5). La même année, le Parlement prend un arrêt interdisant de défricher les bois. Les arrêts se succèdent, publiés à partir de 1704 par la chambre des Eaux et Forêts (6).

La conviction que le déboisement est à l'origine des inondations a gagné les administrateurs locaux au XVII^e siècle. Il lui reste à atteindre les responsables nationaux. Chabert de Lisle, contrôleur de l'Intendance de la Marine, nommé par le roi pour visiter les bois et veiller à leur conservation, fut le premier d'entre eux à acquiescer cette certitude. Dans les conclusions de son « Mémoire » rédigé en 1721 ou 1722, il propose d'interdire les défrichements « qui non seulement détruisent les bois mais encore les terres qui sont sur le penchant des montagnes, lesquelles n'étant plus soutenues par les arbres qu'on y coupe, tombent dans les vallons et ruisseaux » (7).

Chabert se comporte en précurseur. Au siècle suivant, l'administration centralisée par Napoléon va envoyer dans les Alpes du Sud des

représentants étrangers au pays. Les paysages qu'ils découvrent les stupéfient. Les explications logiques fournies par les Provençaux les convainquent. Ils transmettent à Paris observations et conclusions. Le « projet de boisement des Basses-Alpes » écrit en 1819 par Dugied, ministre-secrétaire d'État à l'Intérieur, ancien préfet de ce département en 1818, en constitue un exemple. A propos des ravages des torrents, il reconnaît « *quant à ses causes, je n'ai point à me faire un mérite de les avoir découvertes ; là tout le monde les connaît, même les habitants des campagnes* » (8). Il en cite deux « grandes » : la destruction des forêts et la manie des défrichements. Il propose trois mesures : empêcher tout défrichement, boiser le sommet et le flanc des montagnes et encaisser les torrents.

L'ensemble de l'Administration fut ainsi sensibilisé au début du XIX^e à la question du déboisement des Alpes. Le livre de Surrell arriva à point. Il manquait une caution scientifique. L'Académie des Sciences alertée dépêcha sur place l'un de ses plus illustres membres, Blanqui, alors économiste réputé. Son avis, rédigé en 1846, reprend les discours tenus devant les États de Provence au XVIII^e et les rapports administratifs du XIX^e. Il conclut que les mesures les plus urgentes « *auraient pour objet de fixer le sol des pentes les plus menacées par les torrents et les orages* » (9).

Ainsi plus de trois siècles de lutte tenace avaient imposé à toute la France, ou plutôt à toute sa classe dirigeante, l'idée émise par les Provençaux de la région d'Annot vers 1530. Restait à l'appliquer.

LA MISE EN PLACE DES PÉRIMÈTRES DE REBOISEMENT

Après leur élaboration par les Eaux et Forêts, les projets de périmètres de reboisement devaient être acceptés par les communautés rurales concernées. Cette étape fut toujours la plus délicate de toutes à franchir, à cause de l'opposition des intérêts en présence.

Les intérêts en présence

L'administration des Eaux et Forêts élaborait des projets visant une amélioration à plus ou moins long terme d'un mal, inondations et dévastations, épisodique et finalement vite oublié. Les communautés rurales comprenaient spontanément ce qu'elles allaient perdre dans la réalisation des périmètres. Elles voyaient moins

clairement ce qu'elles y gagneraient dans l'avenir. Elles devaient tenir la balance entre pertes immédiates et mesurables avec précision et des gains qui leur apparaissaient bien hypothétiques.

Les projets présentés arguaient l'arrêt des crues, affouillements, transports solides etc., toutes menaces bien circonscrites dans l'espace et le temps. La plupart des pâturages ravinés en haute altitude étaient communaux. A leur égard la responsabilité devenait diffuse. Dans les vallées, seuls les propriétaires riverains pouvaient se sentir directement concernés, surtout les possédants des terrains touchés au cours d'un épisode torrentiel antérieur. Les autres pensaient dans leur for intérieur que l'aventure ne leur arrivera pas. Quel écho trouvent alors les arguments de bien public, d'œuvre de salut général ?

Il arrivait aussi que des aménagements soient prévus au bénéfice des communes hors du périmètre. Le cas le plus flagrant est celui du Paillon surtout justifié par la menace croissante que ce fleuve faisait peser sur certains quartiers de Nice. Son lit se surélevait avec une forme bombée inconnue auparavant à cause d'un labourage périodique pendant l'étiage. Les débris retournés étaient ensuite facilement emportés au moment des hautes eaux. Pour les Niçois, la cause était entendue. Mais leur ville n'avait pas à subir les restrictions liées aux périmètres, supportées par des communes de l'arrière-pays qui n'en retiraient pas de bénéfice immédiat évident.

En revanche, les dossiers de périmètres estimant avec exactitude les pertes des communautés rurales. Ils ne concernent pratiquement que des terrains accessibles aux troupeaux, sous forme de pâturages (85 % du total dans les Alpes-Maritimes) possédés dans les 2/3 des cas par les communes et des bois sans doute ouverts à l'élevage. Un projet de fermeture de 10 à 15 % des terrains de parcours ne risquait-il pas de faire diminuer d'autant le nombre de têtes de bétail ? Car cantonner un troupeau stable en nombre sur les pâturages restants revenait à une surcharge pastorale retrouvant le maximum de 1840 (les statistiques agricoles de 1892 accusent une baisse de 20 % du troupeau par rapport à 1837). Et pourtant les communautés ne s'opposèrent que mollement aux projets, surtout en comparaison de leurs réactions face aux premiers reboisements vers 1860. Elles subirent la décision et son application comme une fatalité dont elles pourraient finalement tirer parti.

La passivité des communautés rurales

Une enquête d'utilité publique de 30 jours commençait la procédure de déclaration d'utilité publique. Les propriétaires des parcelles intégrées s'y firent entendre. Leurs plaintes étaient en général rejetées ultérieurement comme intérêts particuliers s'opposant à l'intérêt général. Les conseils municipaux donnaient ensuite leur avis. Une grande majorité vota contre ou bien demanda de distraire les territoires communaux lorsqu'ils étaient largement majoritaires. Les arguments avancés portaient sur l'intérêt général de la commune ou plus précisément sur l'obstacle au pâturage nuisible pour la majorité des habitants. L'opposition vint surtout des communes riches en bétail.

Une commission spéciale réunie à la préfecture du département prenait la décision. Elle était composée de 7 personnes : un conseiller de préfecture président, quatre délégués, un du Conseil général et du Conseil d'arrondissement, deux du Conseil municipal, deux ingénieurs des Ponts et Chaussées et des Eaux et Forêts, ce dernier faisant fonction de secrétaire. Il y avait autant de votes émis que de communes. Les résultats furent variés. Nombre de délégations des communes hostiles aux projets n'assistèrent même pas aux réunions. Jugèrent-elles que minoritaires elles ne pouvaient rien faire ? La commission spéciale du périmètre de La Blanche repoussa les propositions par 4 voix contre, celles des délégués, et 3 pour. Le décret d'utilité publique n'en fut pas moins pris (10).

La passivité des communautés rurales lors de la réalisation des projets fut encore plus étonnante, alors que vers 1860 elles s'étaient opposées avec succès à nombre de projets de périmètres beaucoup moins vastes. Elles paraissent avoir accepté ces premiers projets faute de croire à leur succès, voire même à leur mise en œuvre. Les hésitations, le manque d'expérience et les petites surfaces reboisées des débuts semblèrent leur donner raison. En même temps, certaines organisèrent une opposition sourde destinée à retarder l'accord pour le reboisement, avec le secret espoir de distraire certains terrains du régime forestier et d'obtenir l'annulation du décret d'utilité publique. D'autres refusèrent de laisser se poursuivre les expériences. Dans les Alpes-Maritimes, les travaux entrepris dans les 60 périmètres établis furent tous arrêtés en 1867.

Lorsque les périmètres de reboisement furent créés en application de la loi de 1882, le rapport des forces en présence s'était modifié.

Les quatre premiers sortirent dans les Alpes-Maritimes en 1892, alors qu'était déjà entamée la baisse démographique des zones rurales qui va se prolonger jusqu'en 1968.

En 1891, les Alpes-Maritimes ont perdu déjà 25 % de leur population rurale, par rapport au maximum de 1841. En 1901, la baisse atteint 20 % contre 40 % dans les Alpes-de-Haute-Provence. Mais elle dépasse souvent ces chiffres dans les périmètres eux-mêmes : en 1911, 47 % pour le bassin de La Blanche, 48 % pour celui du Verdon supérieur, etc. Les communautés rurales se désagrègent sous le choc de l'évolution nationale qui accuse l'absence de rentabilité de l'économie des montagnes. L'émigration touche surtout les plus jeunes. La population vieillie a perdu le dynamisme nécessaire pour s'opposer aux projets d'une administration résolue. A cette époque, les Eaux et Forêts n'ont plus à faire face aux accusations entendues vers 1860. La création de forêts ne peut être déclarée responsable de l'émigration réalisée jusqu'à la fin du siècle.

Au contraire, dans une économie en difficulté, les périmètres ont donné un espoir d'argent frais, en quantité certes modeste mais appréciable à cause de sa rareté. De 1895 à 1914, entre 500 et 1 000 ha furent reboisés chaque année dans les seules Alpes-de-Haute-Provence par des travaux entièrement exécutés à la main. Le système de plantation le plus couramment utilisé supposait la préparation à la pioche de potets destinés à recevoir 2 ou 3 plants chacun. P. Demontzey recommande d'employer une équipe d'une trentaine de personnes, dix heures par jour. Ce travail temporaire, de printemps ou d'automne en haute altitude, convenait à une main-d'œuvre disponible sur place et dure au travail. La réalisation des barrages, clayonnages et fascinages pour la correction des torrents apportait également des ressources complémentaires.

La politique des achats de terrains put aussi faciliter l'implantation des reboisements. La

contrainte de céder les terrains périmétrés, plutôt faible pour les particuliers, fut ressentie par certaines communes dans les cas des communaux. Elle fut nulle dans les Alpes-Maritimes où tous les achats se firent à l'amiable. Mais les Eaux et Forêts acceptèrent aisément de se rendre acquéreur de terrains, même dispersés, hors des zones déclarées d'utilité publique. C'était un moyen appréciable pour réaliser son capital en cas de départ. Ainsi 45 % des terrains ont été acquis actuellement hors périmètre.

CONCLUSION

L'application de la loi de 1882 sur la restauration des terrains en montagne a fait passer dans le patrimoine foncier de l'État, insignifiant auparavant dans la région, 10 % de la surface des Alpes du Sud, répartis inégalement selon les départements. L'État s'est substitué aux communautés rurales, anciens propriétaires collectifs ou particuliers, à une période où elles perdaient leur dynamisme.

Les périmètres initialement projetés n'ont pas encore été pleinement réalisés. A peine plus de la moitié des terrains a été achetée. Et ce qui est acquis est loin d'avoir été entièrement reboisé. Dans ces limites, les travaux réalisés ont-ils atteint les objectifs fixés au siècle dernier ? Les barrages ont retenu les alluvions. Nombre d'entre eux commencent à être pleins de débris. Combien de temps vont-ils pouvoir encore jouer le rôle qui leur était dévolu ? Les reboisements ont donné naissance à de magnifiques forêts de conifères. Une litière s'est formée sous leurs branches. Elle empêche l'entraînement des particules solides sous-jacentes par le ruissellement aérien. Que deviendront ces forêts une fois vieilles ? Dans la plus grande partie des Alpes du Sud, surtout les deux départements les plus méridionaux, la régénération en pins ou en feuillus est quasi inexistante. L'avenir à long terme des reboisements créés depuis un siècle n'est pas sans problème.

A. DOUGUEDROIT
Institut de Géographie
UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE
29, av. Robert-Schumann
13621 AIX-EN-PROVENCE

NOTES

(1) Sclafert (Th.), voir bibliographie [10].

(2) Cette partie du texte utilise des renseignements puisés dans le livre de Th. Sclafert, voir bibliographie [10].

(3) Th. Sclafert, voir bibliographie [10] p. 167 et suivantes.

A. DOUGUEDROIT

- (4) Ch. de Ribbe, voir bibliographie [9].
- (5) Th. Sclafert, voir bibliographie [10], p. 193.
- (6) P.A. Peyriat, voir bibliographie [8].
- (7) Archives nationales, Paris (G 3, 19), p. 3.
- (8) P.H. Dugied, voir bibliographie [5], p. 2.
- (9) A. Blanqui cité par P. Demontzey, voir bibliographie [2], p. 480.
- (10) Archives départementales de Digne et Nice, série P.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] BARATIER (F.). — *La démographie provençale du XIII^e au XVI^e siècle, avec chiffres de comparaison pour le XVIII^e*, Paris, 1961, 255 p.
- [2] DEMONTZEY (P.). — *Traité pratique du reboisement et du gazonnement des montagnes*. Paris, 1882, 528 p.
- [3] DOUGUEDROIT (A.). — *Les paysages forestiers de Haute-Provence et des Alpes-Maritimes*. Edisud Aix, 1976, 550 p.
- [4] DUGELAY (A.). — *Boisement et reboisement dans les Alpes-Maritimes*. Association des communes forestières et pastorales des Alpes-Maritimes. s.d., 86 p.
- [5] DUGIED (P.H.). — *Projet de boisement des Basses-Alpes - Paris, 1819*, 113 p.
- [6] FOURCHY (P.). — Déboisement et reboisement. Les débuts de la lutte contre l'érosion au XIX^e siècle dans les Alpes françaises. *Revue de géographie alpine*. 1966, pp. 467-487.
- [7] OFFICE NATIONAL DES FORÊTS. — Service d'Aménagement régional forestier. Statistique forestière régionale, dact. 8 p.
- [8] PEYRIAT (P.A.). — *La chambre des Eaux et Forêts du Parlement de Provence au XVIII^e siècle et son rôle dans la défense des bois*, Thèse compl. doct.-ès-Lettres, Aix, 1951, dact. 478 p.
- [9] RIBBE (Ch. de). — *La Provence au point de vue des bois, des torrents et des inondations avant et après 1789*, Paris, 1857, 206 p.
- [10] SCLAFERT (Th.). — *Cultures en Haute-Provence - Déboisements et pâturages au Moyen Age*, Paris, 1959, 271 p.